



La gauche en Turquie : une histoire fragmentée

Paul Cormier

► To cite this version:

| Paul Cormier. La gauche en Turquie : une histoire fragmentée. 2014, pp.22. hal-02954496

HAL Id: hal-02954496

<https://hal.science/hal-02954496>

Submitted on 1 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**La gauche en
Turquie :
une histoire fragmentée**

Paul Cormier

Juillet 2014



Programme
Turquie contemporaine

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

ISBN : 978-2-86592-875-0
© Ifri – 2013 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Notes franco-turques

Le programme Turquie contemporaine de l'Ifri s'efforce d'encourager le dialogue franco-turc sur des thématiques d'intérêt commun.

Dans cet esprit, l'Ifri publie une série de « Notes franco-turques » rédigées par des experts français, turcs ou d'autres pays. Elles sont destinées à fournir un éclairage de fond sur les déterminants de la relation bilatérale, mais aussi sur les principales évolutions de la Turquie contemporaine ou sur des questions d'ordre régional.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Edition : Dorothée Schmid

Auteur

Diplômé de Sciences Po Bordeaux, Paul Cormier prépare actuellement une thèse de Doctorat au sein du Centre Emile Durkheim (Sciences Po Bordeaux) et du Centre de Recherche sur l'Action Politique de l'Université de Lausanne (CRAPUL) portant sur les conséquences biographiques de l'engagement militant et de la répression au sein de la gauche radicale turque des années 1970 à aujourd'hui. Il est l'auteur d'un mémoire de Master 2 intitulé : *Les conséquences biographiques de la répression: les carrières au sein des organisations étudiantes de la gauche radicale en Turquie. 1974-1991.*

Sommaire

RESUME	4
INTRODUCTION AUX ANNEES DE TOURMENTE	5
ENTRE GRACE ET DISGRACE : DU PARTI COMMUNISTE AU PARTI OUVRIER DE TURQUIE	7
LES ANNEES 1970 EN TURQUIE : « AGE D'OR DES LUTTES » OU « DECENNIE DU CHAOS »	10
APRES 1980 : LA TRAVERSEE DU DESERT	14
LA RENAISSANCE PASSE-T-ELLE PAR GEZI ?	20
LE TEMPS DES INCERTITUDES	22

Résumé

Le mouvement de protestation de Gezi, qui a secoué la Turquie au cours de l'été 2013, a ranimé l'intérêt des observateurs pour l'activisme de la gauche turque, qui a participé à cette mobilisation. Un retour sur l'histoire de cette mouvance politique complexe et fragmentée permet de souligner les continuités et les ruptures individuelles et collectives qui s'y sont produites, et d'expliquer l'émergence de la gauche en Turquie, mais aussi sa difficile structuration du fait de la répression et de ses propres divisions. Une situation qui perdure, au travers des échéances électorales multiples qui scandent la vie politique turque

Introduction aux années de tourmente

Il y encore un an, proposer une réflexion sur la gauche et son histoire dans la Turquie contemporaine pouvait apparaître comme un exercice relevant davantage du travail de l'historien que de celui du sociologue, tant la gauche semblait, depuis les années 1980, confinée dans des marges politiques bien circonscrites et localisées. Dans ce contexte, le mouvement Gezi¹ a certainement constitué un puissant électrochoc à la fois pour la Turquie et pour la gauche. Il a pris par surprise un gouvernement sûr de l'enracinement progressif de son pouvoir de plus en plus autoritaire, comme en a témoigné la répression du mouvement². Mais cette mobilisation qui s'est propagée dans près de quarante villes a également constitué un choc pour les observateurs souvent prompts à souligner l'apathie de la jeunesse turque dépolitisée depuis la sévère reprise en main de la société par la junte militaire entre 1980 et 1983³.

Des interprétations et comparaisons, historiques et internationales, concernant le mouvement Gezi, commencent à se faire jour. Dans la postface d'un ouvrage de synthèse consacré à la Turquie, Ali Kazancigil et ses coauteurs refusent ainsi l'hypothèse d'un « printemps turc », par analogie avec les « printemps arabes », puisque le mouvement ne réclamait pas la chute d'une dictature enracinée. Ils rejettent aussi l'idée d'une proximité avec les *indignados*, qui contestaient davantage les politiques d'austérité et le fonctionnement ultralibéral de l'économie mondialisée. Selon eux Gezi se rapproche plutôt du mai 68 français⁴, eu égard au contexte socio-économiques de la mobilisation : fort développement économique depuis plusieurs années mais maintien sinon renforcement d'un carcan social en décalage avec les évolutions de la société.

L'objectif n'est pas ici de définir ce qu'est ou n'est pas Gezi, même si le parallèle avec mai 68 intéresse de façon générale l'histoire de la gauche à plus d'un titre, mais davantage d'essayer de le resituer dans le contexte et l'histoire des mobilisations en Turquie elle-même, et, particulièrement, de la gauche. Comment, en effet, face à l'ampleur du mouvement de juin 2013, ne pas penser à la force des

¹ Rappelons brièvement que le mouvement de contestation s'est cristallisé autour du projet, soutenu par le Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan, de raser un parc situé à proximité de la place Taksim pour y (re)construire une caserne ottomane détruite dans les premières années de la République, afin d'y installer une mosquée et un centre commercial. Le parc Gezi, un des rares espaces verts du centre ville, a été occupé par les manifestants pendant près d'un mois malgré les tentatives récurrentes et violentes de réinvestissement du lieu par les forces de sécurité.

² Six personnes ont été tuées au cours des événements et plus de 7 000 blessées.

³ Pour une critique bienvenue de cette thèse répandue voir les travaux de Demet Lüküslü qui évoque plutôt un « conformisme nécessaire » (d'après les « fictions nécessaires » de François Dubet) face à l'autoritarisme de l'Etat de jeunes aux idées politiques affirmées. Je renvoie également aux articles qu'Etienne Copeaux a consacrés à la jeunesse turque dans les années 1980-1990 sur son blog, www.susam-sokak.fr

⁴ Ali Kazancigil, Faruk Bilici et Deniz Akagül (dir.), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Paris, Librairie Arthème Fayard, Coll. Pluriel, 2013, p. 335-338.

manifestations des 16 et 17 juin 1970 à Istanbul, et surtout du tragique 1^{er} mai 1977 sur la place Taksim, événements considérés comme le sommet de la vague de mobilisation de la gauche en Turquie⁵ ? Sans associer systématiquement Gezi et la gauche⁶, au risque de minimiser la diversité du mouvement, qui fait sa force et son originalité, l'évocation de ces moments marquants associés à la place Taksim donne des pistes de compréhension de l'histoire de la gauche turque.

Donner une définition de la gauche turque est un exercice périlleux car elle est fragmentée et polymorphe dans le temps, tant du point de vue idéologique qu'organisationnel. Jacob Landau la situe, dans le contexte particulier de la Guerre froide et du coup d'Etat militaire de 1980, à la gauche du parti kémaliste originel, le CHP⁷. Nous proposons ici, par souci de clarté, d'affiner cette définition et de délimiter, de manière sans doute trop rigide, étant donné les circulations idéologiques et militantes entre ces espaces, trois tendances au sein des organisations revendiquant ou ayant revendiqué cette étiquette politique : d'abord, et c'est sans doute la catégorie la plus contestable mais indispensable pour comprendre le positionnement des autres formations, la gauche sociale-démocrate de gouvernement qui correspond au CHP des années 1970 puis aux partis sociaux-démocrates du tout début des années 1980. La brièveté de leur passage aux affaires ou leur situation d'alliance avec des partis de droite ou islamistes ont très largement restreints leurs capacités d'action et la mise en œuvre d'un réel courant social-démocrate. La seconde catégorie est composée de la gauche socialiste légale (dans ses différentes tendances) qui correspond au TIP (*Türkiye İşçi Partisi* - Parti des travailleurs de Turquie), le premier parti socialiste légal de Turquie fondé en 1962, et à ses avatars successifs jusqu'à aujourd'hui. Enfin, il nous faut considérer l'extrême gauche révolutionnaire illégale et clandestine, violente ou non, composée d'une myriade de groupes depuis la fin des années 1960, principalement implantés parmi la jeunesse estudiantine, et que nous décrirons plus en détail dans la suite de ce texte. Afin d'être le plus précis possible, nous laisserons hors de notre champ d'analyse le syndicalisme, qui mériterait une étude à lui seul.

Nous tenterons, à travers une présentation chronologique de ces gauches, qui insistera particulièrement sur la décennie 1970, de souligner les lignes de continuité et de rupture avec les mobilisations actuelles en Turquie. Il s'agit en effet de montrer en filigrane les dynamiques de reconversion et de repositionnement des militants de la gauche radicale dans un contexte politique qui a connu de profondes transformations depuis le coup d'Etat de 1980. Suivre les heurs et malheurs des militants de ce courant politique peu étudié offre effectivement un éclairage utile sur les transformations de la contestation face au régime turc actuel.

⁵ Korhan Atay, *1 Mayıs 1977. İşçi Bayramı Neden ve Nasıl Kana Bulandı?*, Istanbul, Metis-Siyahbeyaz, 2013, 216 p.

⁶ Le mouvement Gezi inclut une large palette d'acteurs allant de partis politiques institués aux mouvements kurdes, écologistes, altermondialistes, supporters de foot, gauche nationaliste et radicale, associations de défense du droit des femmes, mouvement LGBT, musulmans anticapitalistes...

⁷ Jacob M. Landau, "Images of the Turkish Left", *Problems of Communism*, Vol. 32, n°5, septembre – octobre 1983, p. 74. Le *Cumhuriyet Halk Partisi* (CHP - Parti républicain du peuple), fondé par Mustafa Kemal en 1923, défendait à l'origine strictement l'idéologie kémaliste républicaine, laïque et étatiste.

Entre grâce et disgrâce : du parti communiste au parti ouvrier de Turquie

Au début du XXe siècle, les idées socialistes ont fait dans l'Empire ottoman des émules, au sein de cercles limités composés de journalistes et d'étudiants de retour d'Europe Occidentale – notamment de Berlin et de Paris –, principalement à Istanbul, capitale de l'Empire finissant⁸. Des journaux et des clubs de réflexion voient alors le jour en même temps que les premières revendications syndicales dans les grandes villes de l'Empire (Istanbul et Izmir). La création de l'URSS conduit en 1920 à la formation du TKP (*Türkiye Komünist Partisi*, Parti communiste turc), affilié au Komintern. Temporairement alliés à Mustafa Kemal lors de la guerre d'Indépendance après le démantèlement de l'Empire, les principaux leaders communistes sont finalement liquidés en 1921 sur ordre de Kemal. La vision du monde communiste basée sur la lutte des classes allait en effet totalement à l'encontre de l'idéologie kémaliste projetant une société sans classes, vue comme un « corps organique »⁹ unanime dirigé par des chefs garants de son intégrité face à la menace des « corps étrangers », intérieurs et extérieurs. Le Parti communiste turc, inféodé à Moscou et « infiltré » dans la société, était donc perçu comme un danger pour la jeune République de Turquie, qui l'interdira, proscrira le communisme dans son code pénal (arts. 162 & 163) et pourchassera les communistes réduits à la clandestinité et à l'exil dans le bloc de l'Est. L'une des figures emblématiques de cette époque est le poète Nazim Hikmet, emprisonné une grande partie de sa vie en Turquie même, puis contraint à l'exil en URSS.

A l'issue de la Seconde Guerre Mondiale, la Turquie rejoint le bloc occidental face à la pression soviétique sur les détroits. Elle devient en 1952 le seul membre de l'OTAN ayant une frontière avec l'URSS et le plus fidèle allié américain dans la région. Pour faciliter son intégration dans la communauté occidentale, le régime turc s'est converti au multipartisme en 1945¹⁰. Le Parti démocrate (PD) est alors fondé par d'anciens cadres du CHP et l'emporte lors des élections législatives de 1950 en canalisant les voix des divers mécontentements générés par la politique réformatrice à marche forcée du régime kémaliste. Une fois au pouvoir, le PD déploie une politique économique libérale ouvrant, de manière encore modeste, l'économie turque aux investissements étrangers. Mais c'est sa politique conservatrice (tolérance à l'égard des confréries interdites sous le pouvoir du CHP, retour du discours religieux dans la

⁸ Pour les débuts du socialisme en Turquie nous renvoyons au livre George S. Harris, *The Origins of Communism in Turkey*, Stanford, Hoover Institution Publications, 1967, 215 p.

⁹ Hamit Bozarslan, « Structures de pouvoir, coercition et violence », in Semih Vaner (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard-CERI, 2005, p. 231.

¹⁰ Depuis la création de la République en 1923 et hormis deux courts intervalles de temps, le CHP était le parti unique.

vie publique et politique...) et profondément anticommuniste qui lui gagne un électorat majoritairement rural. Le parti est cependant de plus en plus contesté à la fin de la décennie 1950, accusé de dérive autoritaire, notamment par les étudiants qui s'organisent en syndicats.

Un coup d'Etat renverse en 1960 le gouvernement de Adnan Menderes et le président de la République Celal Bayar ; craignant que les idéaux et les fondements kémalistes du régime ne soient mis en danger, la junte militaire se présente comme garante de l'intégrité du pays¹¹. Si certains observateurs accolent parfois l'étiquette de « gauche » à ce coup d'Etat, il nous semble que davantage de prudence s'impose. Certains putschistes professent certes un progressisme social relevant d'un kémalisme teinté de socialisme¹² mais ils ne représentent qu'une partie du gouvernement provisoire, qui comprend aussi des militaires d'extrême droite¹³, conservateurs ou professant une indépendance idéologique de l'armée assumant son rôle de vigile sur la situation du pays¹⁴. La junte charge des juristes de rédiger une nouvelle constitution qui garantit pour la première fois les libertés fondamentales et élargit les possibilités de mobilisation politique et sociale, bien que l'idéologie communiste soit toujours proscrite.

Ce nouveau contexte institutionnel explique en partie le bouillonnement intellectuel des années 1960, décennie qui accouche notamment de tentatives de renouvellement du kémalisme, sous l'influence d'un climat international très empreint d'anti-impérialisme et de tiers-mondisme. Ainsi, la revue *Yön* (Direction), fondée en décembre 1961 et dirigée par un groupe d'intellectuels, tente une synthèse entre socialisme et kémalisme qui remporte un vrai succès auprès de la jeunesse éduquée et de certaines franges de la bureaucratie étatique et militaire¹⁵. La revue défend l'indépendance nationale¹⁶ face à l'impérialisme occidental – en particulier américain – et promeut une modernisation socialisante, mais non communiste, par le haut, conduite par l'association des intellectuels et des militaires de gauche. D'autre part, la diffusion grandissante en Turquie des idéologies révolutionnaires (marxisme-léninisme, guévarisme, maoïsme...) via l'influence du mouvement de 68 (en France, en République tchèque et aux Etats-Unis) et des traductions clandestines, accélère et renforce la politisation des étudiants et des intellectuels qui vont s'approprier ces textes et les « adapter »¹⁷ au cas turc¹⁸.

¹¹ Pour une analyse de la perception de leur rôle politique par les militaires, nous renvoyons à Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours*, Paris, Tallandier, 2013, 590 p., notamment chap. 12.

¹² L'orientation du gouvernement est d'ailleurs rapidement contestée par des officiers de gauche comme Talat Aydemir, connu pour ses sympathies socialistes, et qui tente à deux reprises (février 1962 et mai 1963) un coup d'Etat. Amnistié après sa première tentative, il sera exécuté après la seconde.

¹³ Comme le colonel Alparslan Türkeş dont nous aurons l'occasion de reparler par la suite. Ces officiers radicaux seront rapidement évincés de la junte et contraints à l'exil.

¹⁴ En vertu de l'article 35 du règlement intérieur de l'armée qui confiait à celle-ci, jusqu'à sa modification en 2013, la tâche de « préserver et protéger la République ». Cet article a été utilisé comme légitimation systématique des coups d'Etat successifs.

¹⁵ Igor Lipovski., *The Socialist Movement in Turkey. 1960-1980*, Leiden, E. J. Brill, 1992, 190 p., en particulier le chapitre. 6.

¹⁶ Le nationalisme peut être considéré comme le dénominateur commun des agents du champ politique turc. Si son intensité est variable selon les factions, il n'en imprègne pas moins la gauche turque socialiste et révolutionnaire dans son ensemble depuis cette époque comme le prouvera le soutien exprimé à l'intervention militaire à Chypre en 1974 ou encore lors des tensions avec la Grèce au cours des années 1990.

¹⁷ Aysen Uysal, « Importation du mouvement 68 en Turquie. Circulations des idées et des pratiques », *Storicamente*, n°5, 2009, http://www.storicamente.org/07_dossier/68-en-turquie.htm. Ces adaptations donneront

La nouvelle constitution permet la création d'un parti politique, le TIP, et d'un syndicat socialistes (*Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu* – DISK, Confédération des Travailleurs Révolutionnaires De Turquie, 1967), qui n'emploient cependant jamais les termes « communiste » ou « marxiste » pour ne pas risquer l'interdiction. Le TIP défend l'indépendance nationale en matière économique et militaire contre l'influence « impérialiste » américaine, et une politique sociale redistributive devant conduire, par la progressive socialisation des biens de production et les nationalisations, à une révolution nationale par la voie du réformisme. Il est le premier parti politique à poser officiellement la « question kurde »¹⁹ ce qui lui vaudra d'être interdit après le coup d'Etat de 1971. Il obtient rapidement une certaine audience sociale et politique : le TIP reste le seul parti socialiste de l'histoire turque à être entré au Parlement avec 15 sièges en 1965. Il sera la matrice de l'effervescence de la gauche turque de la fin des années 1960. Quant à la DISK, elle concurrence très vite la confédération syndicale *Türk-İş* (Travail turc) jusqu'alors hégémonique et proche du pouvoir. En quelques années la DISK revendique jusqu'à 600 000 adhérents (contre plus d'un million pour *Türk-İş*).

Cependant, des divisions et des impatiences se font rapidement jour dans cette matrice qu'est le TIP et où se télescopent, dans un contexte d'excitation sociale et politique inédite, guévarisme, stalinisme, maoïsme et diverses versions locales, plus ou moins nationalistes et anti-impérialistes, du socialisme contestant la voie légaliste choisie par le parti, et appelant à une lutte armée contre l'impérialisme américain en Turquie²⁰ et la classe politique qui lui serait asservie²¹. Le passage à la violence armée de certains groupes radicaux d'origine étudiante de la gauche turque (sous la tutelle de figures comme Deniz Gezmiş, dirigeant du THKO, Mahir Cayan du THKP-C et Ibrahim Kaypakkaya du TKPML-TIKKO²²) et la montée concomitante d'un parti d'extrême droite

lieu à des discussions sans fin au sein des partis et groupes de gauche sur la nature du capitalisme turc (périphérie vassalisée du capitalisme mondial/puissance industrielle en devenir) et sur la nature de sa structure sociale (féodale/préindustrielle...).

¹⁸ Malgré ces influences extérieures, le plus souvent filtrées par les traducteurs et ajustées à la Turquie par les intellectuels de gauche (Mehmet Ali Aybar, Behice Boran), la gauche turque est toutefois très faiblement connectée aux débats et aux organisations de la gauche mondiale d'alors. Si certains militants des groupes révolutionnaires des années 1960 ont, avant et après le coup d'Etat de 1971, rejoint les camps palestiniens en Syrie et au Liban pour y recevoir une formation militaire, ils restent peu nombreux et ils n'ont pas participé aux grandes actions terroristes des années 1970.

¹⁹ De nombreux membres et cadres du TIP sont des Kurdes, ce qui explique la mise à l'agenda du parti de cette question qui le divisera et, face à ses échecs, incitera ceux-ci à le quitter et à autonomiser leur combat.

²⁰ La contestation anti-impérialiste (principalement focalisée sur la présence américaine en Turquie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale) fera l'objet d'une manifestation violente en 1968 à Istanbul lors de la venue de la VIe flotte américaine et conduira les groupes armés à s'en prendre, au cours de leurs actions (enlèvements et attentats), en priorité aux représentants américains et de l'OTAN en Turquie.

²¹ Cette position revendiquant la lutte armée pour accélérer la révolution dans une société jugée « mûre » n'est pas sans ambiguïté. Le programme des groupes en question reste très vague, quoiqu'inspiré des révolutions tiers-mondistes et communistes, et n'en conserve pas moins un profond attachement à la figure d'Atatürk, dont ils revendiquent l'héritage révolutionnaire, et aux fondements de la république, comme le montre leur nationalisme intransigeant.

²² Respectivement : *Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu* (Armée de libération du peuple de Turquie), *Devrimci Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi* (Front-Parti de libération du peuple révolutionnaire) et *Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist-Türkiye İşçi ve Köylü Kurtuluş Ordusu* (Parti communiste turc marxiste léniniste-Armée de libération des travailleurs et paysans de Turquie).

(*Milliyetçi Hareket Partisi* – MHP, Parti de l'action nationaliste), dirigé par un ancien colonel de l'armée turque, Alparslan Türkeş, et disposant de groupes paramilitaires, entraînent la multiplication des altercations violentes dans plusieurs grandes villes du pays. Istanbul est occupée par des centaines de milliers d'ouvriers les 16 et 17 juin 1970 lors de la plus grande grève qu'ait connue la Turquie.

La fraction conservatrice des militaires intervient en 1971 par un mémorandum pour pallier à un probable coup d'Etat d'officiers socialisants et imposer le retour à l'ordre qu'elle estime nécessaire. Le gouvernement Demirel démissionne et un gouvernement de technocrates dirigé par Nihat Erim mais supervisé par l'état-major militaire est mis en place. Leur prise de pouvoir s'accompagne d'une répression beaucoup plus importante qu'en 1960 : les leaders étudiants de gauche sont exécutés ou emprisonnés, les partis, groupes et associations de gauche sont interdits et la constitution est amendée dans le but de réduire les libertés et l'agitation politique que l'armée estime étroitement liées. Les militaires cèdent à nouveau le pouvoir aux civils en 1973 ; la décennie 1970 va connaître une radicalisation politique et une politisation massive de la société turque.

Les années 1970 en Turquie: « âge d'or des luttes »²³ ou « décennie du chaos »²⁴?

Les années 1970 sont une période difficile pour la Turquie. Le pays connaît en effet une forte crise économique (embargo américain suite à l'invasion de Chypre en 1974, conséquences des chocs pétroliers de 1973 et 1979, forte dévaluation de la livre, chômage), un blocage institutionnel (gouvernements précaires se succédant à grande vitesse : sept entre 1974 et 1980, impossibilité d'élire un président pendant un an et demi faute de consensus) conduisant à des alliances gouvernementales « contre nature ». Le CHP fait ainsi alliance avec le MSP (*Milli Selamet Partisi* – islamiste) de Necmettin Erbakan au cours de l'année 1974 avant que ne se forment les deux gouvernements dits de « Front nationaliste » en 1975-1977 puis en 1978-1979 réunissant l'*Adalet Partisi* (Parti de la justice - droite libérale), le MHP (extrême droite) et le *Millî Selamet Partisi* (Parti du salut national - islamiste).

Le positionnement de gauche de gouvernement que souhaitait incarner le CHP est alors largement nuancé par son alliance avec le MSP et par la brièveté de ses passages au pouvoir. Le CHP participe surtout au brouillage idéologique et politique de

²³ Nous reprenons ici le titre de l'ouvrage de Lilian Mathieu, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel, 2009, 141 p.

²⁴ Hamit Bozarslan, « Le chaos après le déluge: notes sur la crise turque des années 70 », *Cultures & Conflits*, n°24-25 (1997), p. 79-89.

la décennie par la voix de son nouveau leader désigné en 1972, le jeune Bülent Ecevit, qui réoriente le parti vers le centre gauche, cherchant à récupérer l'héritage du TIP interdit après le coup d'Etat de 1971 tout en se posant en leader d'un mouvement en pleine (re)structuration tant du côté de la jeunesse que du mouvement syndical. Dans une période de cristallisation des oppositions politiques qui tendent à se radicaliser, le CHP espère marquer une nette différence avec ses adversaires et obtenir les voix de gauche via une relecture du kémalisme mettant l'accent sur sa dimension révolutionnaire²⁵. Il assimile dans cet esprit l'AP au conservatisme, sinon à la réaction, et relaie les discours stigmatisant le MHP comme « fasciste »²⁶. Il revendique une politique sociale plus marquée en tentant de se poser en partenaire des syndicats et en soutenant les droits des travailleurs et la planification économique mise en place sous Kemal. L'invasion de Chypre en 1974, contre l'avis des Etats-Unis, et la loi d'amnistie politique pour les détenus du coup d'Etat de 1971 lui valent une grande popularité au sein des milieux de gauche. Le parti renforce cette stratégie par son entrée dans l'Internationale socialiste en 1976²⁷. Celle-ci s'avèrera payante puisque la DISK, ainsi que certains groupes étudiants, appelleront régulièrement leurs adhérents à voter CHP jusqu'en 1980, au détriment des petits partis politiques socialistes marginalisés par leur éclatement et l'empiètement du CHP sur leurs positions.

En effet, le reste de la gauche, qui a subi la répression consécutive au coup d'Etat, tente de se réorganiser dans ce contexte. De précédents travaux²⁸ ont montré le maintien, sous le régime technocratique et autoritaire de 1970-1971, de « structures de rémanence »²⁹ ; les leaders sont emprisonnés mais les militants restent dans les universités, attendant des jours meilleurs. La loi permet la progressive reconstitution des partis légaux et des groupes clandestins dont la scissiparité et l'activisme vont croissants. En effet, les querelles d'héritage du TIP et des différents groupes armés minent la gauche qui ne parvient pas à se discipliner. Plusieurs partis socialisants sont créés, revendiquant plus ou moins la continuité et l'héritage du TIP³⁰, tandis que les groupes étudiants, aux influences les plus diverses et aspirant à imiter leurs prédécesseurs de la décennie 1960, sont nombreux. Il faut insister sur le fait qu'à la différence de la droite radicale, la gauche, et notamment ses groupes radicaux, ne parviendra jamais réellement à s'organiser au niveau national. Ceux-ci s'installeront cependant dans le paysage comme antennes d'organisations plus vastes telles *Dev-Yol* (Voie révolutionnaire), *Dev-Sol* (Gauche révolutionnaire), *Kurtuluş* (Libération), *Halkın Kurtuluşu* (Libération du peuple), ou comme structures localisées dans les

²⁵ Il profite également de sa popularité liée à son action en tant que ministre du Travail où il avait élargi, en 1965, le droit syndical aux employés de la fonction publique.

²⁶ Discours d'autant plus efficace que les militants du parti, et Ecevit lui-même, sont victimes des exactions du MHP (assassinats, passages à tabac, attentats dans les permanences...)

²⁷ Il en est toujours membre ainsi que du Parti socialiste européen. Le CHP, après 1990, s'est parfois trouvé en délicatesse avec la direction de l'IS sur certaines prises de position et en raison de son nationalisme jugé trop marqué.

²⁸ Semih Vaner, « Violence politique et terrorismes en Turquie », *Esprit*, n°10-11, octobre – novembre 1984, p. 79-104.

²⁹ Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes », in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 239-250.

³⁰ On peut ainsi citer comme partis politiques de gauche dans les années 1970 : le *Türkiye Sosyalist İşçi Partisi* (Parti des Travailleurs socialistes de Turquie), le *Türkiye Komünist Partisi/Birlik* (Parti communiste de Turquie/Union), le *Türkiye Emekçi Partisi* (Parti travailleur de Turquie), le TIP lui-même qui renaît en 1975, le *Sosyalist Devrim Partisi* (Parti de la Révolution socialiste), le *Türkiye İşçi Köylü Partisi* (Parti ouvrier et paysan de Turquie), le TKP qui subsiste en exil à Berlin-Est et quelque peu en Turquie via sa branche illégale de jeunesse et sa revue *Ürüm* (Production).

grandes villes (Istanbul, Ankara...) ou dans des régions particulières (Dersim, Hatay...), avec des capacités d'action variables allant de la mobilisation de jeunes lycéens et étudiants militant sur leurs lieux d'étude et dans leurs quartiers à la formation de groupements armés d'une dizaine d'individus pratiquant braquages et assassinats ciblés³¹. Cette précision permet d'éviter dans l'analyse un parallélisme trop souvent opéré entre les acteurs radicaux de gauche et de droite sur la période, qui tend à considérer leurs capacités d'action comme égales. La droite radicale, notamment les branches de jeunesse du MHP, les Loups Gris (*Bozkurt*) et les Foyers idéalistes (*Ülkücü Ocakları*), a installé depuis la fin des années 1960 et en plusieurs points du territoire des camps d'entraînement pour former les militants à la « lutte anti-communiste ». On sait par ailleurs que certains membres des forces de sécurité sont en contact régulier avec les leaders de ces groupes (Abdullah Çatlı, Muhsin Yazıcıoğlu...) et leur fournissent des armes et des couvertures lors de certains coups de main (attentats, assassinats ciblés...).

Les affrontements violents avec l'extrême droite, relativement épargnée par le régime militaire en 1971, reprennent, notamment à partir de 1975-1976, sur les campus d'abord, avant de se diffuser dans plusieurs zones du pays, recoupant parfois les clivages ethniques (turcs-kurdes) et religieux (sunnites-alévis). Dans l'est du pays notamment, ces affrontements vont parfois jusqu'à des pogroms, faisant plusieurs centaines de victimes (massacres d'Alévis à Çorum, Kahramanmaraş...) ³². La forte conflictualité de cette époque lui a valu le nom de « période de la terreur » (*terör dönemi*) ou de « décennie du chaos ». Cette terminologie catastrophiste minant d'emblée l'analyse, nous emprunterions plus volontiers à Ernst Nolte l'expression forgée pour caractériser l'après Première Guerre mondiale en Allemagne, qu'il qualifie de « guerre civile limitée » ³³. On dénombre en effet plus de 5 000 morts entre 1975 et 1980 dans les affrontements entre militants de gauche, de droite, kurdes ³⁴ et forces de l'Etat ³⁵. Les mobilisations ne sont pas seulement le fait des étudiants au cours de cette décennie agitée, même si les universités sont un lieu privilégié de politisation et de recrutement pour les organisations radicales. On constate en réalité une très forte politisation de la société qui gagne notamment le secteur économique, où le nombre de salariés syndiqués et les actions protestataires augmentent fortement, et les périphéries marginalisées des grandes villes investies par les groupes radicaux ³⁶. Ces mobilisations, évoluant chacune dans leur champ respectif, confluent parfois en des

³¹ On peut citer les *Acilciler* (Les pressés) et le MLSPB (*Marksist-Leninist Silahli Propaganda Birligi* – Union pour la Propagande armée marxiste-léniniste).

³² Hamit Bozarslan, « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, Vol. 31, 1999, p. 185-244.

³³ Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne 1917-1945. National-socialisme et bolchevisme*, Paris, Editions des Syrtes, 2000, p. 207.

³⁴ On observe au cours des années 1960 et au début des années 1970 une forte proximité entre gauche radicale et mouvement kurde. Le PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan* - Parti des travailleurs du Kurdistan), fondé en 1978, se revendique au départ du marxisme-léninisme. La répression consécutive au coup d'Etat de 1980 ayant anéanti les organisations de gauche, le début de la guérilla lancée par le PKK en 1984 et des divergences d'interprétation sur la question kurde entraînent une prise de distance entre les deux mouvements au cours des années 1980/1990 malgré des alliances électorales ponctuelles. Ces dernières années ont donné lieu à plusieurs tentatives de fonder un mouvement commun, aujourd'hui matérialisé dans la plateforme politique que constitue le HDP (*Halkların Demokratik Partisi*, cf. *infra*).

³⁵ Benjamin Gourisse, *L'Etat en jeu. Captation des ressources et désobjectivation de l'Etat en Turquie. (1975-1980)*, thèse de Doctorat à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 2010.

points de fixation des luttes : c'est le cas de l'épisode de l'usine Tariş à Izmir en janvier 1980 où, suite à une grève, les forces de l'ordre affrontent pendant plusieurs jours ouvriers et étudiants sur le site et dans les quartiers environnants ; les manifestations des 1^{er} mai 1976 et 1977 à Istanbul voient aussi défiler ensemble toutes les organisations de gauche (syndicats, partis, groupes étudiants)³⁷.

Le 1^{er} mai 1977

Le 1^{er} mai 1977, jour de la fête du travail, comme l'année précédente et pour la première fois depuis les années 1920, des centaines de milliers de personnes (ouvriers, employés, étudiants...) convergent à Istanbul vers la place Taksim, où se succèdent les discours de leaders des partis et des syndicats de la gauche turque. Les militants occupent la place ; la tribune se trouve alors devant le parc Gezi. L'*Atatürk Kültür Merkezi* (Centre culturel Atatürk) est couvert d'affiches représentant des ouvriers se libérant de leurs chaînes et des centaines de banderoles appellent à l'union des ouvriers, à une poussée révolutionnaire en Turquie et au combat contre l'impérialisme américain. La manifestation tourne à la tragédie pour des raisons encore incertaines. Certaines sources accusent des militants maoïstes opposés à la célébration d'avoir déclenché une bagarre et tiré des coups de feu qui auraient provoqué un mouvement de foule ; le drame se solde par 34 morts et des centaines de blessés. La thèse la plus crédible reste celle d'une attaque de la droite radicale turque soutenue, physiquement et/ou logistiquement, par les forces de sécurité, qui aurait tiré les coups de feu depuis les toits avoisinants la place. Les auteurs de la fusillade n'ont pas été identifiés. La place Taksim revêt depuis cette date une haute valeur symbolique pour la gauche. Cœur de l'Istanbul moderne, elle est le lieu où se dresse le monument en l'honneur d'Atatürk, une figure révérencée, non sans ambiguïté, par la gauche turque, et notamment par la jeunesse, dont il a fait son héritière³⁸. La célébration du 1^{er} mai 1978 sera interdite par le gouverneur militaire d'Istanbul, l'état de siège ayant été déclaré dans les grandes villes du pays face à la montée de la violence.

Les années 1970 représentent donc l'acmé du mouvement de contestation démarré à la fin des années 1960 et brièvement interrompu par le coup d'Etat de 1971. Mais le crescendo de la violence et de la répression va profondément bouleverser cette dynamique. Le MHP profite de son influence dans l'administration grâce à ses deux passages au gouvernement pour obtenir des abandons de poursuites judiciaires et des libérations accélérées de militants. Face à la perte de légitimité du pouvoir qui ne parvient pas à rétablir l'ordre malgré l'imposition de l'état d'urgence dans les grandes villes du pays, l'armée joue la carte du pourrissement pour pouvoir intervenir

³⁶ Voir pour le cas stambouliote Şükrü Aslan, *1 Mayıs Mahallesi*, Ankara, İletişim Yayınları, 4. Baskı, 2013, 240 p.

³⁷ Les célébrations du 1^{er} mai ont connu, jusqu'à aujourd'hui, une histoire en dents de scie en Turquie ; elles ont été régulièrement interdites ou bien théâtre de violences. Pour une histoire détaillée de cette commémoration voir Paul Dumont, « Le premier mai en Turquie », in Jacques Thobie et Salgur Kançal (dir.), *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 245-257.

³⁸ Dans un discours du 20 octobre 1927, Atatürk confie à la jeunesse de son pays le devoir de « de protéger et de sauvegarder éternellement l'indépendance turque et la République turque ».

et se poser en restauratrice de l'ordre et de l'indépendance nationale menacée par les « communistes », ennemis de l'intérieur instillant l'influence des « régimes étrangers ». Ce discours bénéficie de la bienveillance américaine, Washington étant soucieux de maintenir la Turquie dans l'orbite occidentale au milieu des bouleversements qui secouent le Moyen-Orient (invasion de l'Afghanistan par les soviétiques en 1979 et révolution iranienne la même année).

Après 1980 : la traversée du désert

Face à la dégradation de la situation économique et politique, l'état-major des armées, dirigé par le général Kenan Evren depuis 1978³⁹, prend prétexte d'une manifestation islamiste à Konya le 6 septembre 1980, au cours de laquelle des slogans anti-laïques sont clamés, pour perpétrer un nouveau coup d'Etat dans la nuit du 11 au 12 septembre 1980. Ce coup d'Etat était en réalité préparé depuis plusieurs mois, sans doute en collaboration avec les services secrets américains⁴⁰. Les militaires l'annoncent le matin même à la radio via un communiqué et une intervention télévisée du général Evren, tandis que les troupes et les blindés occupent les rues des grandes villes et que l'état de siège est proclamé sur l'ensemble du territoire. La chape de plomb militaire s'abat rapidement sur le pays : le 15 septembre, les grèves et les lock-out sont interdits, le 17, la durée de la garde est vue est prolongée de 15 à 30 jours, le 20, l'amiral à la retraite, Bülent Ulusu est nommé Premier ministre, le 25, tous les maires sont démis de leurs fonctions et remplacés par des militaires à la retraite ou des fonctionnaires proches de l'armée, et le 16 octobre les partis politiques sont suspendus. Tous les militants politiques des groupes radicaux, mais principalement les militants de gauche, sont poursuivis : « 650 000 arrestations de plus ou moins longue durée, souvent assorties de mauvais traitements et de tortures, 1 683 000 instructions judiciaires, 517 condamnations à mort (dont 49 ont été exécutées), 30 000 licenciements de la fonction publique, 14 000 déchéances de la citoyenneté turque, l'interdiction de 667 associations et fondations, des centaines de décès suspects »⁴¹. Nombre de militants de gauche sont emprisonnés pendant des périodes allant d'une

³⁹ Le coup d'Etat de 1960 avait vu s'opposer, sur les buts et les orientations à donner à l'intervention militaire, plusieurs tendances au sein de l'armée, allant du kémalisme socialisant à une extrême droite conservatrice. Les conflits au sein de l'institution militaire étaient tels que le mémorandum du 12 mars 1971 est à mettre au compte de l'état-major majoritairement conservateur, craignant un coup d'Etat d'officiers du rang de tendance socialiste que certaines organisations révolutionnaires appelaient de leurs vœux. Cette conflictualité au sein d'une institution qui revendique l'unité dans sa mission de défense de la nation et des principes kémalistes était insupportable aux officiers supérieurs qui se voyaient également contestés dans leur autorité. L'armée poursuit donc « l'épuration » dans les années 1960 et surtout au cours des années 1970, de ses éléments socialisants au profit de la branche conservatrice, interventionniste et autoritaire représentée par le général Kenan Evren.

⁴⁰ Sur la préparation et l'exécution du coup d'Etat voir, Mehmet Ali Birand, *The Generals' Coup in Turkey. An Inside Story of 12 September 1980*, New York, Brassey's Defense Publishers, 1987, 220 p.

⁴¹ Elise Massicard, « Répression et changement des formes de militantisme : carrières et remobilisation à gauche après 1980 en Turquie », *Revue européenne d'analyse des sociétés politiques*, n°28, 2010, URL : <http://www.fasopo.org/reasopo/n28/article.pdf>

vingtaine de mois à une dizaine d'années, ou s'exilent en Allemagne, en Suède, en France ou encore au Royaume-Uni pour ceux qui en ont les moyens et le temps. Ils y resteront souvent plusieurs années avec le statut de réfugié politique, vivant de petits boulots et poursuivant un militantisme tourné vers la dénonciation du régime militaire tout en planifiant un utopique retour au pays pour combattre la dictature. Longtemps différés en raison des condamnations prononcées par les cours militaires, les retours s'échelonnent en fait de l'amnistie de 1991 au début des années 2000, tandis que certains resteront définitivement en Europe. D'autres se cachent sur le sol turc avant d'être finalement pris. Les cadres et dirigeants des partis légaux sont eux aussi arrêtés, condamnés à l'inéligibilité à vie⁴² et détenus.

Le régime militaire se maintient de septembre 1980 à la fin de l'année 1983. La junte reconfigure profondément l'architecture institutionnelle de la Turquie, rédigeant en 1982 une nouvelle constitution bien plus autoritaire que la précédente, qui renforce les pouvoirs de l'exécutif au profit du général Kenan Evren, dirigeant de la junte élu président de la République dans la foulée, restreint les libertés individuelles et collectives et installe une tutelle militaire sur le gouvernement via le MGK (*Milli Güvenlik Kurumu* – Conseil de sécurité nationale)⁴³. On observe dans le même esprit une mise sous tutelle idéologique et technique des universités par le biais du YÖK (*Yüksek Öğretim Kurumu* – Conseil de l'enseignement supérieur). Les lois successives sur les partis politiques (1983) et les associations (1983) encadrent drastiquement le retour à la compétition électorale : les partis ont interdiction d'établir des relations politiques avec des associations, des coopératives ou des groupements professionnels et d'en recevoir des fonds ; ils ne peuvent ouvrir de branches de jeunesse et de femmes ; les jeunes de moins de vingt et un ans, les étudiants et les enseignants du supérieur ne peuvent en devenir membres ; le nombre de départements dans lesquels les partis doivent être présents pour pouvoir se présenter aux élections législatives est relevé de quinze à trente quatre. Cette dernière disposition, ainsi que le barrage constitutionnel des 10% des voix nécessaires pour accéder à la représentation parlementaire, auront pour effet « d'une part, de supprimer les petits partis politiques, d'autre part, de réduire la participation politique en dépit de l'autorisation accordée aux partis de créer des organisations à l'échelon des quartiers et des villages comme avant 1960 »⁴⁴. Les partis de gauche seront les premières victimes, quoique non exclusives, de ce dispositif visant à les exclure de la représentation nationale. Gilles Dorronsoro a caractérisé cet encadrement et cette mise sous tutelle de la société turque par les militaires par la notion de « régime sécuritaire »⁴⁵.

⁴² Cette inéligibilité sera levée par référendum en 1987, référendum qui permettra aux partis de reprendre leurs noms d'avant le coup d'Etat et aux leaders politiques des années 1970 d'en reprendre la tête.

⁴³ Le MGK a été créé par la constitution de 1961 et maintenu dans celle de 1982. Il réunit périodiquement civils et militaires, qui y ont alors la majorité, sur les principaux enjeux politiques du pays. Ses décisions sont contraignantes pour le gouvernement qui se doit de les appliquer. Cet organe a consacré la tutelle militaire sur le pouvoir civil jusqu'à sa réforme en 2003 (les civils sont désormais plus nombreux que les militaires) et en 2004 (il devient un organe consultatif) qui a considérablement réduit son influence sur la politique intérieure. Il conserve néanmoins un rôle important en ce qui concerne la politique étrangère et de défense.

⁴⁴ Semih Vaner., « La démocratie et l'autoritarisme vont de pair », in Semih Vaner (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard-CERI, 2005, pp. 169-170.

⁴⁵ Gilles Dorronsoro, « Mobilisations et régime sécuritaire », in Gilles Dorronsoro (dir.), *La Turquie contestée. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, CNRS Éditions, Paris, 2005, p. 13-30.

Les militaires rendent le pouvoir aux civils à la fin de l'année 1983. Le champ politique va alors se reconstruire peu à peu mais dans une forme assez éloignée de la décennie précédente. Les partis politiques se recomposent progressivement et peuvent à nouveau tous participer, hormis ceux de gauche socialiste toujours interdits, aux élections de 1984. La place anciennement occupée par le CHP sur le spectre politique est désormais disputée entre le fils de l'ancien président İsmet İnönü, Erdal İnönü, et Bülent Ecevit, qui dirigent deux partis distincts: le SODEP (*Sosyal Demokrasi Partisi*) devenu SHP (*Sosyal-Demokrat Halkçı Partisi* – Parti populiste social-démocrate) à partir de 1985 pour İnönü et le DSP (*Demokratik Sol Partisi* – Parti démocratique de gauche) pour Ecevit⁴⁶. Le SHP fusionnera en 1995 avec le CHP recréé en 1992 sous la direction de Deniz Baykal⁴⁷. Ces partis prennent acte de la faible rentabilité électorale d'un positionnement à gauche dans l'après régime militaire et s'éloignent sensiblement de l'orientation sociale-démocrate que revendiquait le CHP dans les années 1970, au profit d'un recentrage accompagnant par ailleurs l'évolution politique et économique du pays (libéralisation économique, conflit au Kurdistan). Tous les deux opèrent un raidissement nationaliste, particulièrement visible chez Deniz Baykal sur la question kurde au tournant de la décennie 1990, et professent un laïcisme intransigeant sur la question du voile et la montée de l'islam politique. Ces choix contribuent alors et jusqu'à aujourd'hui, quoique de manière inégale, à les éloigner du reste de la gauche socialiste et révolutionnaire⁴⁸.

La décennie 1980 est à tous égards un grand cauchemar⁴⁹ pour la gauche socialiste et communiste turque, abasourdie et fragilisée par la conjonction de trois facteurs intervenant à des échelles différentes : la répression féroce dont elle a été l'objet, la dislocation du bloc de l'Est qui la laisse sans référence à la fin de la décennie, et les transformations profondes que connaît la Turquie au cours de cette même décennie : ouverture internationale, libéralisation accélérée de l'économie, déplacement de la conflictualité sociale vers la question kurde, imposition par les militaires de la synthèse turco-islamique, soit une combinaison de fort nationalisme et de retour au religieux. La gauche et ses militants, dont la construction idéologique et la capacité organisationnelle ont été mises à bas par le coup d'Etat, sont alors réduits au silence. Si la loi antiterroriste de 1991 offre une amnistie générale aux militants de gauche encore emprisonnés et permet le retour des exilés, tout en autorisant la reformation de partis politiques de gauche, ceux-ci peinent cependant à se remettre

⁴⁶ La mort de celui-ci en 2006 a conduit au dépérissement du parti qui ne représente plus aujourd'hui qu'une force mineure du champ politique, le principal parti d'opposition à l'AKP étant le CHP.

⁴⁷ İnönü, qui représentait la branche sociale-démocrate, avait en réalité rapidement été marginalisé au sein de son parti. Baykal a dirigé le CHP jusqu'en 2010, date à laquelle il est remplacé par Kemal Kılıçdaroğlu qui a partiellement assoupli les positions du parti tout en opérant des alliances électorales contestées avec le MHP de Devlet Bahçeli (cf. infra).

⁴⁸ Même si celle-ci reste divisée sur la question kurde et face au nationalisme bruyant du CHP, la gauche a parfois soutenu les militants de l'islam politique au nom de la liberté d'expression et comme force susceptible de mettre un terme à la domination bureaucratique et militaire : que ce soit en 1997 au moment du coup d'Etat dit « postmoderne » contraignant le gouvernement Erbakan à la démission, ou lors du bras de fer entamé entre l'AKP et la haute hiérarchie militaire à partir de 2002. Le raidissement autoritaire d'Erdoğan puis la répression du mouvement Gezi achèveront de détourner certains militants socialistes de l'AKP, (re)devenu pour eux une force « fasciste » et « réactionnaire ».

⁴⁹ Pour reprendre, dans un contexte bien différent, l'expression de François Cusset dans *La décennie. Le Grand Cauchemar des années 1980 ?*, Paris, La Découverte, 2006.

sur pieds car les réseaux, les structures, les ressources, ont été démantelés ou réduits, et les activistes éparpillés et traumatisés par la répression.

Pourtant, si beaucoup d'entre eux se détournent totalement de la politique après le régime militaire et l'ère de la répression, d'autres ne restent pas inactifs. Les sanctions professionnelles et politiques dont certains font l'objet (interdiction à vie d'exercice dans la fonction publique) les conduisent à trouver de nouvelles formes d'engagements ou de nouveaux points de chute, aidés par leur « capital militant »⁵⁰. Ces possibilités varient suivant les milieux d'origine, les pourvoyeurs d'opportunités et de ressources, ainsi qu'en fonction de la situation géographique (grande ou petite ville) des acteurs. Les reconversions peuvent se superposer dans le temps et sont également à remettre en perspective dans le cadre du renouveau et de la diversification des mobilisations depuis le milieu des années 1980 en Turquie d'une part, et face à la pression que le régime fait peser sur les acteurs et les organisations d'autre part⁵¹. Nous nous contenterons ici d'évoquer le recyclage militant, en laissant de côté pour plus de clarté les évolutions personnelles et professionnelles. Les reconversions peuvent être simultanément ou successivement associatives (*hemşehri*⁵², féminisme⁵³, associations « victimaires » et d'anciens – comme la *78'liler Devrimci Federasyonu*, Fédération révolutionnaire des 78'ards –, qui développent une mémoire des mobilisations et de la répression, associations de défense des droits de l'Homme) et politiques (petits partis politiques de la gauche légale, passage au CHP). Certains, Kurdes d'origine, se tournent vers la mouvance kurde en plein essor à partir des années 1980 dans sa dimension partisane⁵⁴, militaire (avec le PKK, *Partiya Karkerên Kurdistan* - Parti des travailleurs du Kurdistan, qui entame une guérilla contre l'Etat turc à partir de 1984⁵⁵) ou associative. D'autres, d'origine alévie, se tournent vers

⁵⁰ Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5 – 155, p. 4-11.

⁵¹ Pour appréhender la diversification des mobilisations en Turquie depuis les années 1980, nous renvoyons aux diverses contributions présentées dans Gilles Dorronsoro (dir.), *op. cit.*, 2005.

⁵² Les *hemşehri* sont des associations regroupant, dans les villes accueillent les migrants de l'exode rural, les habitants originaires des différents départements et villes de Turquie et permettant de maintenir les réseaux de solidarité et le lien avec la province d'origine.

⁵³ Certains des parcours de femmes rencontrées au cours de nos travaux de doctorat vont du militantisme révolutionnaire dans les années 1970 au militantisme féministe qui (ré)émerge dans les années 1980 comme le montre Şirin Tekeli : Şirin Tekeli, « Les femmes : le genre mal-aimé de la République », in Semih Vaner (dir.), *op. cit.*, 2005, p. 251-281.

⁵⁴ Plusieurs partis kurdes, successivement interdits par la Cour constitutionnelle, se sont succédé dans le champ politique turc : le *Demokrasi Partisi* (Parti de la démocratie, DEP) de 1993 à 1994, le *Halkın Demokrasi Partisi* (Parti de la démocratie du peuple, HADEP) de 1994 à 2003, le *Demokratik Halk Partisi* (Parti démocratique du peuple, DEHAP) de 2002 à 2005, le *Demokratik Toplum Partisi* (Parti de la société démocratique, DTP) de 2005 à 2009 et le *Barış ve Demokrasi Partisi* (Parti pour la paix et la démocratie, BDP) depuis 2008. Les positions politiques et sociales défendues par ces partis avaient la sympathie des militants de gauche, et certains de leurs cadres en étaient issus, mais la revendication « ethnique » kurde a empêché un rapprochement organisationnel durable : seules des alliances électorales ponctuelles et localisées ont été conclues. Le BDP incarne néanmoins des tentatives d'ouverture plus large (cf. *infra*). Certaines positions défendues par ces partis croisent en bien des points celles de la gauche (réduction des inégalités, reconnaissance et garantie des droits et extension des libertés...) mais leur ancrage « ethnique » central empêche de les considérer comme de simples organisations de gauche.

⁵⁵ Le PKK se revendique initialement des luttes de libération nationale alors en cours en divers points du globe et du marxisme léninisme. La guérilla qu'il mène contre l'Etat turc depuis 1984 a fait près de 50 000 victimes jusqu'à aujourd'hui.

le militantisme « identitaire » alévi⁵⁶. On observe donc, chez ceux qui poursuivent leur engagement, une diversité des parcours militants à l'issue du régime militaire du fait, d'une part, de choix individuels (professionnels, familiaux et politiques) mais également du fait de la restructuration de l'espace militant en Turquie à partir du milieu des années 1980, qui contribue à orienter les parcours. Il faut toutefois noter que ces réinvestissements militants se font désormais dans l'immense majorité des cas dans le cadre d'organisations légales.

Quelques exemples de parcours militants⁵⁷ :

Hüseyin : né en 1955, originaire d'un village du sud-est de la Turquie, il entre à l'université à Ankara en 1976 et rejoint le groupe *Halkın Kurtuluşu* (Libération du peuple qui devient en 1978 le TDKP, *Türkiye Devrimci Komünist Partisi*, Parti communiste révolutionnaire de Turquie) qui l'envoie faire de la politisation dans une usine. Il est emprisonné quelques mois avant le coup d'Etat et sort en 1984. N'ayant pas pu terminer son cursus universitaire, il a exercé plusieurs emplois et est aujourd'hui retraité. Il a rejoint l'Emek Partisi (fondé par d'anciens membres du TDKP) dont il a présidé une antenne de quartier à Ankara à la fin des années 1990. Il est un des membres de la 78'liler Devrimci Federasyonu.

Asiye : Militante de *Dev Yol* lors de ses années de lycée à Istanbul, elle échappe de peu à la prison après le coup d'Etat. Après ses études universitaires où elle est tenue de se faire discrète, elle parvient à devenir enseignante. Elle reprend le militantisme dès le milieu des années 1980 dans la mouvance féministe renaissante en participant à la structuration d'un petit groupe à Ankara. Elle rencontre son mari, ancien militant emprisonné sous le régime militaire, au début des années 1990. Aujourd'hui à la retraite, elle milite au sein d'une association de quartier et participe régulièrement aux activités de l'ÖDP (voir ci-dessous).

Şadi : originaire d'Istanbul, fils d'un professeur de Droit, il est étudiant en Economie à l'Université Marmara d'Istanbul à partir de 1973 et milite dans un groupe trotskyste. Arrêté en 1982 après deux ans de clandestinité, il sort de prison en 1987. Après plusieurs années de chômage durant lesquelles il milite en préparant une thèse de doctorat, il devient, en 2009, maître de conférences en sciences politiques dans son université d'origine et dirige, depuis 2010, le *İşçi Kardeşliği Partisi* (Parti de la fraternité des travailleurs), petit parti révolutionnaire légal.

Dans les années 1990, la guerre dans le Sud-Est divise la gauche turque entre les partisans de la reconnaissance du droit des Kurdes et la frange plus nationaliste qui se rapproche soit du CHP, attaché à l'intégrité de l'Etat turc « un et indivisible », soit d'un groupe qui émerge alors et qui deviendra l'İP (*İşçi Partisi* - Parti des travailleurs)

⁵⁶ Sur l'engagement dans la mouvance alévi d'anciens militants de la gauche radicale, voir Elise Massicard, « Quand le militantisme s'adapte au terrain. Continuités et discontinuités dans les carrières militantes au sein du mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne », *Politix*, 2013/2, n°102, p. 89-108.

organisé autour d'un ancien leader maoïste des années 1960 devenu ultranationaliste, Doğu Perinçek⁵⁸. En 1996, face au vide politique à gauche⁵⁹ et au retour du CHP vers des positions plus centristes et nationalistes, naît l'ÖDP (*Özgürlük ve Dayanışma Partisi* – Parti de la liberté et de la solidarité) qui vise à rassembler les forces de gauche et est en partie piloté par d'anciens militants de *Dev Yol*. Sa dynamique initiale lui permet de rassembler plusieurs milliers de militants mais des divisions internes entraînent une crise et de nombreux départs au tournant de l'an 2000. Le parti vivote mais son audience est minime et surtout concentrée dans les grandes villes du pays. D'autres petits partis révolutionnaires se sont créés ou recréés au cours de cette période, reprenant les mots d'ordre révolutionnaires passés et s'implantant davantage dans les grandes villes (Istanbul, Izmir, Ankara) comme, par exemple l'*Emek Partisi* (Parti du travail) ou le TKP⁶⁰. Cette gauche groupusculaire reste aujourd'hui encore très faible, que l'on prenne comme indicateur le nombre de militants ou les voix obtenues aux élections (moins de 1% des voix aux législatives et donc aucune représentation parlementaire), et divisée. Il faut enfin mentionner la persistance d'un terrorisme d'extrême gauche localisé et épisodique : des organisations comme le DHKP-C (Parti-Front de libération du peuple révolutionnaire, héritier de *Dev Sol*) ou le TIKKO se sont maintenues, malgré un important renouvellement générationnel des militants, dans certains espaces circonscrits du territoire (à Istanbul dans les quartiers de Gaziosmanpaşa et Okmeydanı⁶¹, dans certaines régions kurdes comme à Tunceli). Ces organisations ont planifié et exécuté plusieurs attentats et grèves de la faim meurtrières au cours des années 1990 et au début des années 2000, notamment dans le cadre d'une campagne contre la réforme carcérale et les mauvais traitements infligés aux prisonniers accusés de terrorisme⁶².

Les partis sociaux-démocrates revendiquant un positionnement à gauche se sont finalement éloignés de leur programme des années 1970 en matière sociale et économique et ne parviennent pas aujourd'hui à se poser en concurrence crédible pour l'AKP. De son côté, la gauche révolutionnaire survit avec difficulté, mais parvient à maintenir la mémoire de son histoire, qui resurgit périodiquement, comme lors de l'ouverture en 2012 du procès des généraux putschistes de 1980⁶³ ou pendant les mobilisations de Gezi. Cependant, la répression vécue sous le régime militaire n'a pas,

⁵⁷ Nous brossons là, à grands traits, quelques parcours étudiés dans le cadre de notre travail de Doctorat consacré aux conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire au cours de la décennie 1970 et de la répression militaire qui a suivi le coup d'Etat du 12 septembre 1980.

⁵⁸ Celui-ci est aujourd'hui emprisonné dans le cadre de l'affaire Ergenekon, qui a abouti à la condamnation de dizaines de personnes (militaires, militants politiques et journalistes parmi les plus importants de Turquie) accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat contre l'AKP au cours des années 2000.

⁵⁹ Les syndicats, de leur côté, ont repris leurs activités à la fin des années 1980 et se sont signalés par un vaste mouvement social en 1989, dit le « printemps ouvrier ». Nous nous permettons de renvoyer les concernant au travail de thèse en cours d'Işıl Erdinç sous la direction de Gilles Dorronsoro à l'Université Paris-I sur le syndicalisme en Turquie depuis 1980.

⁶⁰ Le TKP n'a aujourd'hui plus grand-chose en commun avec le TKP d'avant 1980 que le nom. Il est très majoritairement composé de jeunes militants et ne compte, à quelques exceptions près, plus d'anciens militants dans ses rangs.

⁶¹ Voir à ce propos les deux récents articles de Jean François Pérouse sur le site de l'Observatoire de la Vie politique turque : <http://ovipot.hypotheses.org/10115>

⁶² Pour plus de détails sur cette questions nous renvoyons à Elise Massicard, « La réforme carcérale en Turquie », *Critique internationale* n°16 - juillet 2002, p. 169-181.

⁶³ Les deux généraux encore vivants, Evren (97 ans) et Şahinkaya (89 ans), ont été condamnés le 18 juin 2014, après deux ans de détention préventive, à la prison à vie par la cour pénale d'Ankara pour « crimes contre l'Etat de Droit », voir *Cumhuriyet*, 19/06/2014.

et ne semble pas encore, susceptible de faire l'objet d'un travail de mémoire national en Turquie, à travers une Commission vérité et justice comme au Chili et en Argentine à l'issue des dictatures militaires.

La renaissance passe-t-elle par Gezi ?

La génération 1960-1970 se perçoit comme ayant échoué dans le projet d'émancipation de la Turquie qu'elle portait, mais se considère désormais comme un point de repère dans la lutte pour cette libération. A partir du début des années 2010, on observe une remobilisation de la gauche portée par la jeunesse et soutenue par ces « anciens », notamment à Gezi. Cela soulève la question, encore à explorer, de la filiation entre « générations militantes » au sein de la gauche turque et de ses modalités. Cependant, il faut également souligner que, malgré les rapprochements opérés ça et là, le mouvement Gezi est bien différent des mobilisations des 1^{er} mai dans les années 1970. D'abord du fait du décalage temporel et des profonds bouleversements précédemment soulignés tant économiques que sociaux qu'a connu le pays depuis les années 1960-1970. Ensuite, Gezi représente une temporalité particulière qui n'est à la fois ni éphémère ni durable comme put l'être l'agitation de la seconde moitié des années 1970. En effet, à l'issue du mois de mobilisation, aujourd'hui relaté par les participants comme une parenthèse enchantée, la vague a brusquement reflué sans parvenir à se pérenniser et à élargir ses objectifs. Le mouvement est par ailleurs parvenu à fédérer des tendances politiques variées et pas seulement la gauche socialiste. Enfin, contrairement aux contestations précédentes utilisant la place Taksim comme symbole, la mobilisation de juin 2013 avait initialement pour enjeu le parc Gezi dont la destruction était prévue pour l'édification d'un projet immobilier souhaité par le Premier ministre lui-même. L'extension de la contestation à la politique gouvernementale, plus particulièrement contre la personne du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, n'est venue que dans un second temps.

Les banderoles et drapeaux déployés à Istanbul, puis dans un grand nombre de villes turques, documentent la participation de nombreux partis politiques et groupuscules de la gauche radicale aux manifestations. L'issue de la mobilisation laissait présager, au gré de réunions *ad hoc*, principalement entre groupes écologistes et anticapitalistes, la création de nouveaux partis politiques pour tenter de capitaliser sur le mouvement⁶⁴. A l'inverse, le CHP n'est pas parvenu à canaliser l'énergie de Gezi en sa faveur, les manifestants eux-mêmes n'ayant pas caché leur désaveu à l'égard d'un parti jugé en décalage avec les aspirations d'une frange croissante de ses électeurs traditionnels. Les récents choix électoraux du CHP ont encore accentué la distanciation entre le parti et les électeurs et partis de gauche : ses alliances répétées avec le MHP aux élections municipales, comme à Ankara avec la candidature de Mansur Yavas, ancien cadre du MHP, et pour les présidentielles de 2014 avec la

candidature commune autour d'Ekmeleddin İhsanoğlu, ancien président de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), lui ont valu de nombreuses critiques.

Néanmoins, Gezi a ouvert la voie à une recomposition importante des relations entre gauche et mouvement kurde. Le parti pro-kurde BDP (*Bariş ve Demokrasi Partisi*, Parti pour la paix et la démocratie), prudent face au mouvement qui a éclaté au moment d'une délicate négociation de paix entre les Kurdes et le gouvernement, s'est abstenu d'y participer massivement. Il avait pourtant, depuis sa création en 2008, tenté de tenir un discours destiné à l'ensemble de la société turque (et non plus seulement aux Kurdes) en insistant sur l'idée de justice sociale et de vivre-ensemble suite à une prise de conscience de son relatif isolement sur la scène politique et des risques pénaux encourus du fait de son positionnement « ethnique » - discours qui peinait cependant à prendre au sein de l'électorat non kurde. Certains de ses cadres les plus en vue, dont Ertuğrul Kürkçü (député du BDP, ancien militant d'extrême gauche, membre du groupe de Mahir Cayan à la fin des années 1960), Sebahat Tuncel (députée BDP d'Istanbul et militante féministe) ou encore Sırrı Süreyya Önder (député du BDP ayant activement participé à la mobilisation) lui ont reproché sa frilosité à l'égard du mouvement de Gezi. Ces protestataires ont créé une plateforme, puis un parti, le HDP (*Halkların Demokratik Partisi*, Parti démocratique des peuples)⁶⁵, tentant de rassembler la gauche et les Kurdes dans une même organisation tout en promouvant, entre autres, les combats écologiste, féministe et LGBT⁶⁶. Evoluant de concert, le BDP et le HDP se sont réparti le territoire pour les élections municipales de 2014 (le BDP à l'Est, le HDP à l'Ouest). La nouvelle formation a attiré de nombreux militants de gauche sensibles à cette volonté de renouvellement mais également déçus de l'évolution des partis, et notamment de l'ÖDP depuis le début des années 2000⁶⁷. Le BDP et le HDP présentent un candidat commun aux élections présidentielles d'août 2014, Selahattin Demirtaş (avocat de formation, vice-président du BDP depuis 2010), populaire tant auprès des Kurdes que des milieux de gauche. Le poids électoral de la gauche reste en tout état de cause très faible : lors des élections législatives, les scores des différents partis pouvant présenter suffisamment de candidats dépassent rarement 1% des voix ; le barrage des 10% les empêche de manière systématique d'entrer à l'Assemblée nationale. Pour surmonter cette difficulté, d'anciens militants de la gauche radicale, le plus souvent d'origine kurde, ont investi les partis kurdes et ainsi pu accéder à des postes de députés (c'est le cas d'Ertuğrul Kürkçü).

Les élections locales de mars 2014 ont aussi permis aux partis de gauche de remporter quelques petites municipalités (deux pour le TKP et une pour l'ÖDP), dans des régions qui leur sont historiquement favorables (Tunceli et l'est de la côte méditerranéenne). On observe donc peu de changements notables tant du point de vue quantitatif que du point de vue de la répartition géographique des votes en faveur

⁶⁴ Sur le mouvement anticapitaliste de Turquie nous renvoyons au travail de Gülçin Lelandais, *Altermondialistes en Turquie. Entre cosmopolitisme politique et ancrage militant*, Paris, L'Harmattan, 2011.

⁶⁵ Le HDP est une émanation du Congrès démocratique des peuples (*Halkların Demokratik Kongresi*, HDK), lui-même issu du mouvement Gezi de juin 2013.

⁶⁶ Ces notions émergent en ordre dispersé dans le débat public et politique à parti des années 1980. On n'en trouve pas trace dans les discours de la gauche des années 1970. Elles seront progressivement inscrites dans les programmes des organisations de gauche, non sans tensions ni discussions.

⁶⁷ Le parti est entré en crise au début des années 2000, sa posture œcuménique à l'égard de tous les mouvements de gauche ayant fait long feu. Beaucoup d'anciens militants ayant adhéré au parti à sa création en sont alors sortis ou s'en sont distancés.

de la gauche et de l'extrême gauche. Mais un autre épisode aurait pu changer la donne cet été : l'accident de la mine de Soma, au mois de mai 2014, où 301 mineurs sont morts du fait de négligences couvertes par l'administration, a profondément ému le pays. Soma est devenue le symbole négatif de l'ultra-libéralisme impulsé au tournant des années 1980 et parfaitement assumé par l'AKP, générant de profondes inégalités sociales sur fond de dégradation des conditions de travail dans divers secteurs économiques (mines, construction...) et d'affaiblissement des syndicats. Les partis de gauche (ÖDP, HDP...) et quatre syndicats ont alors lancé une campagne de manifestations systématiquement réprimées. Si Tayyip Erdoğan a exprimé ses condoléances et évoqué « la nature de <la> profession <de mineur> »⁶⁸ pour se défendre, les partis d'opposition, CHP en tête, ont pointé la proximité entre le gouvernement et les propriétaires des mines hâtivement privatisées. La question du développement du capitalisme en Turquie et ses corollaires, la situation des droits et des conditions du travail d'une part et la corruption des élites au pouvoir (Erdoğan en tête⁶⁹) d'autre part, entrent dans la campagne présidentielle à l'été 2014 ; ces sujets pourraient mobiliser les électeurs au-delà du noyau militant de la gauche.

Le temps des incertitudes

La gauche turque a connu une histoire tourmentée, marquée par la violence et la répression, et n'a pu se structurer et se stabiliser que pendant de brèves parenthèses temporelles. L'évolution du système politique turc au cours des dernières années, avec la mise à l'écart des militaires qui avaient fait de la gauche leur bête noire, laisse entrevoir de nouvelles opportunités, qui se concrétisent aujourd'hui notamment par le rapprochement entre le mouvement kurde et certains activistes de Gezi au sein du HDP. La faiblesse constitutive de la gauche, l'attitude structurellement méfiante de l'Etat turc à l'encontre des mouvements contestataires et, plus récemment, le renforcement des tendances despotiques du Premier ministre Tayyip Erdoğan, grand vainqueur du dernier scrutin municipal, sont autant de paramètres qui freinent ces développements. Il est sans doute trop tôt pour livrer un bilan de Gezi et de l'évolution des mouvements sociaux qui en sont nés, et de leurs effets sur la gauche turque. Si Gezi perd de son relief devant l'ampleur de la crise politique que traverse le pays, le mouvement a néanmoins créé un appel d'air et contribué à rassembler les opposants au régime actuel, perçu par une frange de la population turque comme intrusif et autoritaire dans sa volonté de dicter les comportements sociaux légitimes. Gezi a offert un nouvel espace d'expression à des tendances politiques marginalisées. L'avenir dira quelles formes ces mouvements prendront et quelle place y occupera la gauche.

⁶⁸ Laure Marchand, « Les Turcs entre chagrin et colère après le drame minier de Soma », *Le Figaro*, 15/05/2014

⁶⁹ Recep Tayyip Erdoğan est soupçonné de corruption depuis le dévoilement d'écoutes téléphoniques le 17 décembre 2013, probablement dans le cadre d'un règlement de comptes entre l'AKP et la très influente confrérie de Fethullah Gülen. Pour plus de détails, voir la série d'articles publiés depuis décembre 2013 par Jean Marcou sur le site de l'OVIPOT : <http://ovipot.hypotheses.org/>